

Questions orales

[Français]

LES ENTRETIENS DU PREMIER MINISTRE AVEC LE PRÉSIDENT
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, notre premier ministre évite délibérément de révéler la substance des conversations des entretiens entre lui et le président des États-Unis.

Aurait-il accepté de garder le silence en ce qui concerne les affaires mondiales jusqu'à ce qu'il reçoive un vote affirmatif devant le Sénat des États-Unis?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il s'agit là d'une suggestion indigne et répugnante.

[Traduction]

LES EXPORTATIONS DE BOIS CANADIEN

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre a refusé de participer à notre récent débat. Nous nous interrogeons sur les raisons de ce silence. Dans la même lettre adressée aux sénateurs américains, le président disait aussi qu'il était déterminé à obtenir une solution au problème du bois, une solution manifestement américaine, et le représentant commercial des États-Unis a adressé au sénateur Pryor, de l'Arkansas, ce texte:

Dave, la question du bois va se régler.

Le gouvernement canadien a-t-il fait part au président ou au représentant commercial des États-Unis de sa volonté de régler le problème du bois? Le président en est-il arrivé à mettre le premier ministre dans sa poche?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le chef de l'opposition redouble d'élégance. La réalité, c'est que comme tous les gouvernements du Canada, nous avons toujours et en toutes circonstances mené les affaires de notre pays dans l'intérêt national.

Cette initiative fait son chemin aux États-Unis. Nous ne savons pas à quoi elle aboutira. Elle devrait avoir des répercussions avantageuses pour le Canada, permettre de créer de nouveaux emplois, d'abaisser le chômage et d'offrir une nouvelle prospérité, de nouvelles perspectives aux Canadiens. Nous avons toujours dit qu'une bonne affaire pour le Canada était une bonne affaire pour nos partenaires et que ce qui était bon pour nous devait être bon pour eux. Voilà comment nous voyons les choses, et je crois que c'est la bonne façon de les voir.

* * *

L'IMMIGRATION

LES SOLDATS RUSSES QUI ONT FAIT DÉFECTION EN
AFGHANISTAN

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, concerne les six soldats soviétiques qui ont fait défection et qui se trouvent à l'heure actuelle en Afghanistan. On m'a confirmé aujourd'hui qu'à la suite de l'échange qui a eu lieu, hier, à la Chambre, l'éditeur du *Whig-Standard* de

Kingston s'est mis en rapport avec le ministre, afin de lui communiquer des renseignements confidentiels et importants au sujet de cette question très délicate. Le ministre peut-il nous confirmer qu'il a discuté de cette question avec l'éditeur en question? Rencontrera-t-il M. Davies? Peut-il garantir à la Chambre qu'à la suite de ces renseignements, il demandera immédiatement à ses collaborateurs de se rendre en Afghanistan, afin de libérer ces six jeunes hommes courageux?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, au cours des derniers mois, le gouvernement fédéral a pris un certain nombre de mesures, afin d'obtenir la libération de ces six soldats et il a notamment assoupli les critères de santé et de sécurité appliqués normalement. En réponse à des questions posées hier à la Chambre, j'ai signalé que nous serions tout disposés à discuter avec les journalistes concernés de toute collaboration permettant de faire venir ces six soviétiques au Canada.

Je peux confirmer que j'ai pris l'initiative de m'entretenir aujourd'hui avec le rédacteur en chef, et non l'éditeur, du *Whig-Standard* de Kingston et que nous examinons certaines mesures qui permettraient peut-être d'accueillir ces prisonniers de guerre au Canada. Je suis disposé à informer en privé un membre de chacun des partis d'opposition sur la nature de ces dispositions, mais selon moi, nous risquerions de compromettre le succès de notre initiative en discutant davantage de cette question publiquement.

LE PROGRAMME RELATIF AUX PRISONNIERS OPPRIMÉS

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je remercie le ministre d'avoir prévu des consultations. Cependant, hier, il a déclaré qu'il n'y avait aucun moyen de faire sortir ces soldats d'Afghanistan. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas choisi d'appliquer le programme relatif aux prisonniers opprimés, établi en 1982, qui permettrait à ces transfuges d'être acceptés rapidement au Canada et de remplir une fois arrivés au pays les formalités d'usage? Les fonctionnaires relevant du ministre souhaitent toujours imposer des analyses d'urine à ces six personnes au Pakistan. C'est injuste. Le ministre va-t-il les faire entrer au pays et leur faire ensuite remplir les formalités d'usage?

● (1420)

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le problème ne se pose pas de ce côté-ci de la frontière. C'est bien là la difficulté. Je viens tout juste de signaler à la Chambre que j'ai eu des entretiens qui, selon moi, pourraient conduire à la libération de ces six prisonniers de guerre soviétiques et à leur venue au Canada. C'est certainement ce que je souhaite, à l'instar du gouvernement. Chose certaine, il est clair que c'est là l'objectif du rédacteur en chef et des journalistes du *Whig-Standard* de Kingston. Nous sommes disposés à collaborer. Je suis persuadé que je peux compter sur la collaboration des députés, afin d'obtenir la libération de ces six prisonniers et leur venue au Canada.